**Questions** orales

M. le Président: Je dois évidemment faire preuve de la plus absolue impartialité aujourd'hui; je dois donc inviter le très honorable premier ministre à modérer son enthousiasme. Il ne doit utiliser ni le mot «vous» ni le mot «you» dans l'autre langue lorsqu'il s'adresse à d'autres députés.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député de Glengarry-Prescott-Russell.

ON DEMANDE QUE LE PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR
PAIE LA NOTE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Peut-être le premier ministre ne me doit-il pas d'excuse, monsieur le Président, mais il en doit sûrement aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Boudria: Son comportement ferait l'envie de Marie-Antoinette. Le premier ministre dira-t-il à la Chambre sur-lechamp si le parti conservateur va rembourser aux contribuables canadiens le prix de ce qui a constitué pour lui-même et son ami Ronald Reagan rien moins qu'une séance de photos sur écran géant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur Président, le député . . .

Une voix: Je vois que les Irlandais sourient.

M. Mulroney: Si vous avez l'intention de dire du mal des lrlandais, laissez-moi vous dire . . .

M. le Président: Je tiens à donner au très honorable premier ministre l'assurance que personne à la Chambre ne désire dire aimerait peut-être avoir une autre chance de répondre au député.

M. Mulroney: Monsieur le Président, si le député entend par là que nous avons d'excellentes relations avec le président des doit être. Comme le constatera lui-même, nous espérons en janvier avoir.

[Français]

République française, M. Chirac, et nous allons le traiter convenablement, comme nous le faisons dans le cas de tous nos visiter au Canada.

Nous ne nous comportons ni comme des bouffons, ni comme des «quétains», nous nous comportons comme de grands garons, dignement, comme un pays qui se respecte.

[Traduction]

## L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME SPÉCIAL D'AIDE AUX CÉRÉALIERS CANADIENS—LA SOMME VERSÉE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Elle concerne le programme d'aide à l'agriculture qui a été annoncé hier.

Des voix: Bravo!

M. Hnatyshyn: Merci pour votre question de la semaine dernière.

M. Nystrom: Je ne me rendais pas compte que j'étais à ce point apprécié du premier ministre.

Une voix: Vous ne l'êtes pas.

Des voix: Oh, oh!

M. Nystrom: Je l'ai été.

Les Canadiens doivent comprendre que, même avec une aide d'un milliard de dollars, pour laquelle nous sommes d'ailleurs reconnaissants...

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: ... nos agriculteurs recevront tout de même environ 2,50 \$ le boisseau de moins que les agriculteurs américains. Étant donné les circonstances, le ministre de l'Agriculture juge-t-il que les agriculteurs canadiens peuvent se contenter d'un milliard de dollars vu qu'ils obtiendront 2,50 \$ le boisseau de moins que les agriculteurs américains? Cette aide est-elle suffisante vu qu'il s'agit d'un problème à long terme?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je comprends le point de vue du député. Nous reconnaissons qu'il y a un écart important entre le revenu des agriculteurs américains et celui des agriculteurs canadiens. A mon avis, l'important, c'est que le gouvernement reconnaisse qu'il existe un problème. Notre gouvernement s'est engagé à tout faire pour combler cet écart. C'est ce que nous avions promis et nous avons rempli notre promesse hier.

Des voix: Bravo!

## LES DATES DES PAIEMENTS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, puis-je demander au ministre de l'Agriculture pourquoi ce paiement sera effectué sur deux années financières? Les gens de l'Ouest craignent que cela les empêchent d'obtenir un autre paiement l'année prochaine si le problème persiste. Autrement dit, le ministre peut-il promettre que le gouvernement continuera d'aider les agriculteurs tant qu'ils seront les victimes de la guerre des prix qui sévit sur le marché céréalier international.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député ne voudrait certainement pas faire croire à tort aux agriculteurs du Canada que nous avons les moyens financiers de tenir tête au gouvernement des États-Unis parce que c'est faux.